

NUNAVIK ᓇᓱᐊᕕᒃ

01.04

ԱՐԴՅՈՒՆ

Infrastructure





CLSC Inuulitsivik d'Inukjuak

▷ σ b i g c

ենուա՞ մաս-ս-լ ^ւ ե քլայլ ^ւ	4
ենուա՞ Ճ-ս-ս-Գօս-ս-հօս-ս ^ւ	11
մահլ ^ւ Դ-ս-Ճ-ս-կ-ր-ի-ս-ս-հօս-ս ^ւ	
Ճ-մ-ս-ս-հօս-ս ^ւ Ռ-ս	
Ջ-ջ-Ո-ն-է-ս-կ-ր-է-Ճ-ս	20

Table of Contents

Kativik Regional Government3
The Kativik School Board11
The Nunavik Board of Health and Social Services20

Tables des matières

Administration régionale Kativik	4
La Commission scolaire Kativik	II
La Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik	20

ഡോക്യുമെന്റേഷൻ ഫോറം
ഡോക്യുമെന്റേഷൻ ഫോറം
Lisa Koperqualuk,
Makivik Corporation,
3rd floor, 1111 Dr. Frederik-Philips,
St. Laurent, QC H4M 2X6
email: koperqualuk@makivik.org

Please forward your comments
and/or questions to:
Lisa Koperqualuk,
Makivik Corporation,
3rd floor, 1111 Dr. Frederik-Philips,
St. Laurent, QC H4M 2X6
email: koperqualuk@makivik.org

S'il-vous-plaît, faites parvenir tout commentaire et/ou question à :
Lisa Koperqualuk,
Société Makivik,
3e étage, 1111, boul. Dr.-Frederik-Philippe,
Saint-Laurent (PQ) H4M 2X6
courriel : koperqualuk@makivik.org

Introduction

We saw in the last issue of *Nunavik* how the agreement in principle has progressed and that it is very near its final stages, even perhaps having been signed while you read these words. We learnt also of the Technical Advisory Committee, who will continue to play its role during the amalgamation process, but also into further negotiations.

In this issue we hear from the three main institutions who tell us of their history, the structure of their organization, and on how their structure would change in the formation of a Nunavik government. They express also their vision of a Nunavik government. While the following views of the organizations are expressed through this newsletter, they are not necessarily those of the Nunavik Negotiators. The role of the negotiators is to fuse the concerns of all three institutions, to have their concerns dealt with through the negotiations. The next issue the Nunavik Negotiators will have the opportunity to express their viewpoints in response to these points of view.

Dans le dernier numéro de *Nunavik*, il a été question des négociations de l'entente de principe, entente qui est presque achevée, voire peut-être même signée à l'heure actuelle. Il a également été question du Comité consultatif technique qui continuera de jouer son rôle non seulement pendant le processus de fusion, mais aussi lors de prochaines négociations.

Le présent numéro de *Nunavik* brosse le portrait des trois organismes qui seront fusionnés. Les trois organismes présenteront leur histoire, leur structure actuelle et leur vision d'un gouvernement du Nunavik. Ils tâcheront également de décrire comment la création d'un gouvernement du Nunavik changerait leur structure. Les opinions exprimées dans le présent bulletin sont celles des organismes qui seront fusionnés et non celles des négociateurs du Nunavik. Le rôle des négociateurs est de recueillir les préoccupations des trois organismes et de tenter de trouver des solutions satisfaisantes lors des négociations. Dans le prochain numéro, les négociateurs du Nunavik vous présenteront leur propre point de vue sur ces questions.



ԵՐԱԾ՝ ՊԵՏԸՆԻՑ ԵՔԼՅՈՒՑ

Kativik Regional Government Administration régionale Kativik

କୁଳାଙ୍ଗ ପାତାର ପାତାର
କୁଳାଙ୍ଗ ପାତାର ପାତାର

JEAN-FRANÇOIS ARTEAU,
Lawyer
Director Legal Affairs and Municipal
Management Kativik Regional
Government

Special Advisor
Government of Nunavik team
Makivik Corporation

JEAN-FRANÇOIS ARTEAU, avocat
Directeur
Direction des Affaires juridiques et
de la Gestion municipale
Administration régionale Kativik

**Conseiller Spécial
Équipe du gouvernement du Nunavik
Société Makivik**

As in the case of many other institutions working within the territory of Nunavik, Kativik Regional Government (KRG) was created following the signing and coming into force of the *James Bay and Northern Quebec Agreement* (JBNQA). More precisely, it is Section 13 of the JBNQA that gave birth to the organization and entrusted it with several important mandates.

It was not, however, until June 1978 that the Quebec National Assembly adopted *An Act Respecting Northern Villages and the Kativik Regional Government* (R.S.Q., c. V-6.1, the "Kativik Act") crystallizing in Quebec positive law the provisions concerning KRG that are found in the JBNQA. Thus were the modest beginnings of a structure that became a public

L'Administration régionale Kativik (ARK), comme de nombreuses autres institutions oeuvrant sur le territoire du Nunavik, a été créée à la suite de la signature et de l'entrée en vigueur de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (la Convention). C'est plus précisément le chapitre 13 de la Convention qui donne naissance à l'organisme et qui lui confie la réalisation de plusieurs mandats d'importance.

Il faut toutefois attendre jusqu'en juin 1978 avant que l'Assemblée nationale du Québec adopte la *Loi concernant les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik* (L.R.Q., c. V-6.1, la « Loi Kativik ») et ne cristallise en droit positif québécois les dispositions portant sur l'ARK et





Sanarrutik Signing
KRG Communications

organization unique in Quebec. It should be noted here that, although integrated into the municipal system, KRG compares to nothing existing at the level of Northern Quebec local democracy. Simply equating KRG to a regional county municipality would somehow miss the mark, as it can be quickly differentiated by its attributes, mandates, decision-making structure and territory.

What, then, is KRG?

KRG is most certainly a public law body corporate whose powers and jurisdictions are identified in part by the Kativik Act. As we will see further on, powers delegated by the governments of Canada and Quebec also make up an important part of KRG's operations. Its decision-making structure is exercised at two levels : the Regional Council, comprised of one representative of each northern village and the Chief of Kawawachikamach Band Council:

qu'on retrouve dans la Convention. Ainsi prenait forme, bien que fort modestement, la structure d'une organisation publique unique au Québec. Il faut ici noter que l'ARK, quoiqu'intégrée au système municipal, n'est comparable à rien de ce qui existe au plan de la démocratie locale du Québec austral. Il serait un peu court d'assimiler tout simplement l'ARK à une municipalité régionale de comté : ses attributs, ses mandats, sa structure décisionnelle et son territoire l'en distinguent rapidement.

Mais qu'est-ce que l'ARK alors ?

Elle est très certainement une personne morale de droit public dont les compétences et les juridictions sont identifiées en partie à la Loi Kativik — nous le verrons plus loin les délégations de compétences des gouvernements du Canada et du Québec constituent également un corpus important des



and the Administrative Committee, which includes five members from the Regional Council, one of whom fulfills the duties of President. The Regional Council plans, directs and determines in a general way KRG's operations, while the Administrative Committee implements the decisions of the

activités de l'ARK. Sa structure décisionnelle est à deux niveaux : le conseil régional formé d'un représentant de chacun des villages nordiques et du Chef du Conseil de bande de Kawawachikamach, et le comité administratif composé de cinq membres du conseil régional et dont l'un des membres exerce les fonctions de président. Le conseil régional planifie, oriente et détermine de façon générale les activités de l'ARK alors que le comité administratif est responsable d'exécuter les décisions du conseil régional et gère au quotidien l'organisation. Question de s'assurer que les décisions tantôt du conseil régional tantôt du comité administratif soient correctement exécutées, la structure administrative compte sur le concours de trois postes d'officiers qui sont respectivement le Secrétariat Corporatif (Ina Gordon et son assistante Levina Gordon), la Direction générale (Ida Saunders et son assistant Luc Harvey) et la Trésorerie (Ghislaine Turcot et son assistant Dominique Tremblay).

Les résolutions, ordonnances et règlements (lorsque l'ARK agit sur le territoire situé à l'extérieur des villages nordiques) sont les véhicules juridiques décisionnels du conseil régional, alors que la résolution seulement est l'instrument par lequel les membres du comité administratif prennent une décision. À l'évidence, les séances du conseil régional, au nombre minimal de quatre (4) par année, sont publiques. Aussi, les résidents de Kuujjuaq, là où se tiennent la majorité des séances du conseil, mais aussi ceux des autres villages, puisque l'ARK tient au moins une séance par année à l'extérieur de son siège social, sont invités à participer aux discussions qui ont cours à l'échelle régionale.



Regional Council and sees to the day-to-day management of the organization. So as to ensure that decisions from either the Regional Council or the Administrative Committee are properly carried out, the administrative structure relies on the collaboration of three executives, respectively : the Corporate Secretariat (Ina Gordon and her assistant Levina Gordon), the Director General (Ida Saunders and her assistant Lucy Harvey) and the Treasurer (Ghislaine Turcot and her assistant Dominique Tremblay).



KRG Chairman signing
Block Funding Agreement
with Quebec Minister
Jean-Marc Fournier,
Municipal Affairs,
in Quebec City
March 31, 2004
Larry Watt, KRG



ԵՌԵՎԱՐԱՐՈՒԹՅՈՒՆ, ՏԵՇԵՐԱՎՈՐՈՒԹՅՈՒՆ ԱՌԵՎԱՐՈՒԹՅՈՒՆ:

ongoing discussions at the regional level where the majority of Council meetings are held but also those of the other villages, since KRG holds at least one meeting per year outside its head office.

Quelles sont les compétences de l'ARK ?

Bien sûr, la Loi Kativik définit les champs d'activité dans lesquels l'ARK a compétence. Ce sont : l'administration locale, le transport et les communications régionales et intermunicipales, la police, l'emploi et la formation. S'ajoutent à cela, les pouvoirs des villages nordiques délégués à l'ARK et ceux transférés par les gouvernements du Québec et du Canada. Si les premières années de l'ARK ont davantage porté sur la mise en place de la structure et sur la gestion de quelques programmes financiers, tel le programme d'aide à la chasse, à la pêche et au piégeage, force est de constater que la dernière décennie a permis à l'ARK de véritablement asseoir son autorité en acceptant de multiples mandats des gouvernements du Québec et du Canada et en devenant même l'interlocutrice privilégiée des gouvernements dans l'exécution de mandats autres que ceux se rapportant au monde de la santé et de l'éducation sur le territoire Kativik. À titre d'exemple, voici une liste sommaire des compétences exercées présentement par l'ARK :

- education on the Kativik territory. Here is, for instance, a summary list of KRG's fields of activity:

 - Management of the Issurruutiit Program (municipal infrastructure);
 - Management of manpower, training and employment programs both of Canada (employment insurance, old age pension), and Quebec (income security, employability programs);
 - Provision of Internet services to organizations and residents of Nunavik;
 - Civil security;
 - Police and public safety;
 - Management of Nunavik airports;
 - Management of various entrepreneurship and economic development
 - Gestion du programme Issurruutiit (infrastructure municipale) ;
 - Gestion des programmes d'emploi, de formation et de main-d'œuvre, tant du gouvernement du Canada (assurance emploi, pension de vieillesse), que du gouvernement du Québec (sécurité du revenu, mesures d'employabilité) ;
 - Fournitures de services Internet aux organismes et résidants du Nunavik ;
 - Sécurité civile ;
 - Police et sécurité publique ;
 - Gestion des aéroports du Nunavik ;
 - Gestion de divers programmes d'entrepreneurship et de soutien au développement économique ;
 - Programme d'assistance technique aux villages nordiques ;





- support programs;
 - Northern villages technical assistance program;
 - Development of national parks;
 - Wildlife protection program;
 - Various programs concerning the environment and drinking water quality;
 - Community Reintegration Officer Program;
 - Criminal Acts Victims Assistance Center;
 - Elected Regional Council;
 - Development of day-care centers and related services;
 - Sport and Recreation Projects.

Further, let us mention that KRG's organization employs some three hundred (300) people, of which more than 70% are Inuit beneficiaries of the JBNQA. The employees are spread amongst the head office, in Kuujjuaq, and the various offices owned by KRG in each of the fourteen Northern villages of Nunavik. Through its positive action program, KRG promotes the hiring and training of Inuit beneficiaries and offers a work environment supporting the use of Inuittitut, French and English.

The financial resources used in carrying out the mandates and responsibilities of the organization have grown over the years in response

- Développement de parcs provinciaux ;
 - Programme de protection de la faune ;
 - Programmes divers en environnement et qualité de l'eau potable ;
 - Programme d'agents de réinsertion communautaire ;
 - Centre d'aide aux victimes d'actes criminels ;
 - Conseil régional des élus ;
 - Développement de centres de la petite enfance et de services connexes;
 - Services de sports et de loisirs.

Mentionnons en outre que la structure organisationnelle de l'ARK compte à son emploi quelque trois cents personnes (300), dont plus de 70% sont des Inuit bénéficiaires de la Convention. Les employés sont répartis entre le siège social, situé à Kuujjuaq, et les différents bureaux que possède l'ARK dans chacun des quatorze villages nordiques du Nunavik. L'ARK promeut, par son programme d'action positive, l'embauche et la formation des Inuit bénéficiaires et offre un environnement de travail qui favorise l'utilisation de l'inuttitut, du français et de l'anglais.

Les ressources financières consacrées à l'exercice des divers mandats et responsabilités de l'organisation ont crû en fonction de l'augmentation

Makitautik Centre
in Kangirsuk
Completed in 2004

Mylene Hamel, KRG
Municipal Public Works Dept.



ԱՃՐ ԱՆԴԻՔԻ ԱԶԳԱԴՅՈՒՆՆԵՐԸ ՀԱՐԿԱՅՆ, ՄԵԼՎԸ 2005 թ. ՔԵՆՆԵՐՈՒԹՅԱՆ ԱՐԴՅՈՒՆ-
ԿԱԿԱՆՆԵՐԸ 120,000,000 ՀՆԳՐ ՀԱՅ.

to the increasing deployment of KRG's activities, so that its 2005 budget will approach one hundred and twenty million dollars (120 000 000 \$).

How does KRG see
the establishment of a
government in Nunavik?

Understandably, it is difficult for this writer to keep the perspective required for an objective analysis of this matter since I participate directly in the negotiations that are to lead to the creation of a government in Nunavik. Consultations with various managerial staff affected by the establishment of the Nunavik government allow me, however, to assert that everyone at KRG sees the advent of this new structure as desirable, necessary and even essential for the region's development. The challenge of the merging of organizations arises now; it will not wait until the first day of operations of the Nunavik government. A Nunavik government is part of the solution and should enable all residents to contribute to the region's harmonious development taking into account the interests of every one on the territory.

Consequently, the elected representatives of the Nunavik government should work within a new and dynamic political framework and more than ever demonstrate imagination and courage in order to master the art of politics which, by and large, is the art of give and take.

Since the very beginnings of the project to create a government in Nunavik, KRG has participated actively in discussions and negotiations. Accordingly, it encourages its constituents to comment on the project and constructively criticize ideas put forward by negotiators so that, once established, the government may respond in the best possible way to the expectations and destiny of the residents of Nunavik.

et du déploiement des compétences de l'ARK, de sorte que son budget 2005 avoisinera les cent vingt millions de dollars (120 000 000 \$).

Comment l'ARK voit-elle la mise en place d'un gouvernement au Nunavik ?

Vous comprendrez qu'il m'est difficile de prendre le recul nécessaire à une analyse objective de cette question, puisque je participe directement aux négociations devant mener à la création du gouvernement du Nunavik. Toutefois, les consultations des gestionnaires concernés par la mise en place prochaine du gouvernement du Nunavik me permettent d'affirmer que tous à l'ARK voient l'arrivée de cette nouvelle structure comme souhaitable, nécessaire et même essentielle pour le développement de la région. Le problème des organisations qui vont fusionner se pose dès maintenant; il n'attendra pas le premier jour de l'entrée en jeu du gouvernement du Nunavik. Le gouvernement du Nunavik participe de la solution et devrait permettre à l'ensemble des résidants du territoire de contribuer au développement harmonieux du territoire, compte tenu des intérêts de chacun.

Les élus du prochain gouvernement du Nunavik devront donc s'inscrire dans une nouvelle dynamique politique et, plus que jamais, devront faire preuve d'imagination et de courage afin de maîtriser l'art de la politique qui, somme toute, est l'art du compromis.

Depuis les tout débuts de cette entreprise de création d'un gouvernement au Nunavik, l'ARK participe activement aux discussions et aux négociations. Aussi, elle encourage ses commettants à commenter le projet et à critiquer constructivement les idées développées par les négociateurs, de sorte que le gouvernement mis en placecomble, de la meilleure façon possible, les espoirs et la destinée





At the administrative level, KRG is ready to take on the challenge of its merging with the Kativik School Board and the Nunavik Board of Health and Social Services. In truth, the block funding recently put into place, as provided for in the *Sanaruutik Agreement*, raises the notion that the merging of operations might have difficulty balancing every one's interests.

For the authorities at KRG, it is clear that the government of Nunavik aims at amalgamating the three above-mentioned organizations, and there is no question of KRG integrating within its walls the services of the School Board and of the Board of Health. KRG knows well that the merging of organizations involves its own disappearance. In truth, the elected officers of KRG, and its President first and foremost, have long understood that, as the phoenix, KRG must die so as to be reborn with a better structure, merged within the government of Nunavik, which powers shall be many and diversified : in this context, employees' expertise shall be rapidly put to work so that the government of Nunavik efficiently fulfils the expectations and meets the needs of its residents.

Finally, let us hope that openness towards the ideas of others, the strength to bring on innovations, objectivity of judgment and respect of differences will guide our actions in the creation of the first government in Nunavik.

des résidants du Nunavik.

Au plan administratif, l'ARK est prête à relever le défi de sa fusion avec la Commission scolaire Kativik et la Régie de la santé et des services sociaux du Nunavik. En vérité, la mise en place récente du financement globale l'ARK, tel que le stipule l'Entente Sanaruutik, laisse supposer que la fusion des activités s'inscrit dans un difficile équilibre des intérêts de chacun.

Pour les autorités de l'ARK, il est clair que le gouvernement du Nunavik est un projet de fusion des trois organismes mentionnés et qu'il ne s'agit pas pour l'ARK d'intégrer en ses murs les services de la Commission scolaire et de la Régie de la santé. L'ARK entend bien que la fusion des organismes suppose sa disparition. En vérité, les élus de l'ARK et son président en tête ont tôt fait de comprendre que tel le phoenix l'ARK doit mourir à elle-même pour renaître en une forme améliorée et fusionnée où les compétences du gouvernement Nunavik seront multiples et diversifiées et où les expertises des employés devront rapidement être mises à contribution pour que le gouvernement du Nunavik soit efficacement porteur des aspirations de la population et réponde aux besoins de ses résidents.

Souhaitons enfin que l'ouverture d'esprit, la force de provoquer l'innovation, le jugement objectif et le respect des différences guident les actions devant créer le premier gouvernement du Nunavik.

Daycare toys

Larry Watt, KRG.

ԵՐԱԾ՝ ՃԵՌԱԾԵՆԸՆԾ

The Kativik School Board La Commission scolaire Kativik

በፌለ የሚጠች ተከራካሪውን

Debbie Astroff, Public Relations Officer
Debbie Astroff, Agente aux relations publique

- **ԱՀԵ՞ՈՐԴՏԱ ԶԵԼԴՎՆԻ ԼԵԿ**
 $\Delta\zeta^{\circ}\sigma\delta\sigma\tau\alpha\zeta^{\circ}\delta^{\circ}$ $\Lambda\zeta\gamma\zeta\eta\eta^{\circ}\eta^{\circ}$
 $\zeta\gamma\zeta^{\circ}\gamma\zeta\zeta\sigma\zeta^{\circ}\sigma^{\circ}$ $\Lambda\zeta^{\circ}\alpha\gamma\zeta\zeta\eta\eta^{\circ}\eta^{\circ}$
 $\Delta\zeta^{\circ}\sigma\zeta\zeta^{\circ}$ $\alpha\zeta\eta\zeta^{\circ}\eta\eta^{\circ}\eta^{\circ}$ $\Delta\zeta^{\circ}\eta\zeta^{\circ}$
 $\Lambda\zeta^{\circ}\zeta\zeta\zeta^{\circ}\zeta^{\circ}\zeta^{\circ}$ $\Lambda\zeta\zeta\zeta^{\circ}\zeta\zeta\zeta^{\circ}$ $\Lambda\zeta\zeta\zeta^{\circ}\zeta\zeta\zeta^{\circ}$
 $\alpha\zeta^{\circ}\eta\zeta^{\circ}\zeta^{\circ}$ $\eta\zeta\eta\zeta\zeta\zeta^{\circ}$ $\eta\zeta\eta\zeta\zeta\zeta^{\circ}$
 $\Delta\mu\lambda\lambda\zeta^{\circ}\zeta^{\circ}\zeta^{\circ}\zeta^{\circ}$ $(LPC\zeta^{\circ}\zeta^{\circ}\zeta^{\circ})$
 $\Lambda\zeta^{\circ}\zeta\zeta\zeta^{\circ}\zeta^{\circ}\zeta^{\circ}\zeta^{\circ}$

ԳՐ՝ ՎՇ ԱԼԵ ԺՎ ՀՀԿԸ ՀՊԵ-
ՈՒԾՆՅՆ ԱՆԱՀԾՈԼԸ 1975-ՆՅՈՒՅՆ, ՃԱԾԿ
ԶԱՐԾԵ ԶԱԼԴՐԸ ՔՐՄՆԵՈՒՐՆՈՒԾՆԻ-
ՈՒԾՆՅՆ ԱՆԱՀԾՈԼԸ ԼԲԸՆՎԱՐԾՈՒՅՆ
ՃԱԾԿՆՈՒՐՆՈՒՅՆ ԱՐԵԿԱՆՈՒԾՆԻ-
ԵՈՒԾՆՅՆ ՃԱԾԿՆՈՒԾՆԻ ՃԱԾԿ
ԼԵԿԸ ԱՅՀՆՈՒՐՆՈՒՅՆ ԶԱԾԿ-
ՐԾՈՒԾՆՅՆ ԶԱԾԿ-
ՃԱԾԿՆՈՒԾՆԻ ԶԱԾԿ-
ՃԱԾԿՆՈՒԾՆԻ 1978-ՆՅՈՒՅՆ
ՃԱԾԿՆՈՒԾՆԻ ԱՐԵԿԱՆՈՒՅՆ ՃԱԾԿ-
ՈՒԾՆՅՆ ԱՆԱՀԾՈԼԸ ԵԱԼԵԿԸ-
ՆՈՒԾՆՅՆ ՃԱԾԿՆՈՒԾՆԻ ՃԱԾԿ

Δc^σσΔσ^σ 1978-Γσ^c ΔΓσ^b
Δc⁻σΔσ^b ΔΓσ^c

In partnership with parents, the communities and other education stakeholders, the mission statement of the Kativik School Board is:

- To provide the people of Nunavik with educational services that will guide and enable all learners to develop the qualities, skills and abilities that are necessary to achieve their well-being and self-actualization.

When the *James Bay and Northern Quebec Agreement* was concluded in 1975, it provided for the settlement of comprehensive Inuit land claims in Nunavik and established structures for the economic and social advancement of the population. Thus, the Kativik School Board was created to serve the people living in the 14 communities of Nunavik, and to empower the Inuit to take control over their own education. In 1978 the official transfer to the Kativik School Board of the students, school staff and property of the former federal and provincial school systems took place.

Education in Nunavik has come a long way since 1978 when only an elementary education was available in

En collaboration avec les parents, les communautés et d'autres intervenants du monde de l'éducation, la Commission scolaire Kativik s'acquitte de sa mission qu'elle énonce comme suit :

- Fournir au peuple du Nunavik des services d'enseignement qui guideront les élèves et leur permettront de développer les qualités, les aptitudes et les compétences nécessaires au bien-être et à l'accomplissement personnel

La Convention de la Baie-James et du Nord québécois (la « Convention »), conclue en 1975, prévoyait le règlement global des revendications territoriales des Inuit au Nunavik et établissait des structures pour le développement économique et social de la population. Ainsi fut créée la Commission scolaire Kativik pour servir la population des 14 communautés du Nunavik et permettre aux Inuit de prendre en mains la direction de leur propre éducation. En 1978, la clientèle, le personnel enseignant et la propriété de l'ancien système d'éducation fédéral et provincial étaient transférés à la Commission scolaire Kativik.

Depuis 1987, alors que seul





cramped community schools. Today, Kindergarten through Secondary V is offered in every community, and program development is ongoing in the Board's three official languages. Students have the option of studying in English or French, and study Inuit culture and Inuktitut throughout their schooling.

The Kativik School Board has the exclusive jurisdiction in Nunavik to provide pre-school, elementary, secondary and adult education, and the responsibility to develop programs and teaching materials in Inuktitut, English and French; train Inuit teachers; and encourage, arrange and oversee postsecondary education.

The non-ethnic Kativik School Board has at least one school in each of the 14 communities. The schools vary in size from a regular sector student population of 55 to 500. Grade levels from Kindergarten to Secondary V are offered in every community. Many students choose the academic route to enable them to study at the post-secondary level. An alternative education program such as the Individualized Pathways of Learning (IPL) Program allows students to discover talents in themselves that are not nurtured through the regular academic stream. Students who are profoundly handicapped are no longer isolated but are supported in their home community through our Special Education Program.

Post-secondary Student Services enables students to study at the college and university levels. Our Teacher Training and Research Department continues to train Inuit personnel — teachers, student counsellors, administrators, and special education specialists. The Continuing Education and Vocational Training Department provides academic training services to the adult population, as well as technical and vocational training services to young people and adults.

l'enseignement élémentaire était offert dans des écoles communautaires surpeuplées, l'éducation a fait des pas de géants au Nunavik. Aujourd'hui, l'enseignement est offert depuis la maternelle jusqu'au secondaire V dans chaque communauté, et nous continuons de mettre au point notre programme d'enseignement dans les trois langues officielles de la Commission scolaire. Les élèves peuvent choisir d'étudier en anglais ou en français et, pendant toute la durée de leurs études, ils bénéficient de cours sur l'inuktitut et la culture inuite.

La Commission scolaire Kativik a compétence exclusive au Nunavik en matière d'enseignement préscolaire, élémentaire, secondaire et d'éducation des adultes. Elle est aussi chargée de mettre au point des programmes et du matériel didactique en inuktitut, en anglais et en français, de former le personnel enseignant, et de promouvoir, d'organiser et de superviser l'éducation postsecondaire.

Institution non ethnique, la Commission scolaire Kativik a au moins une école dans chacune des 14 communautés. La taille des écoles varie en fonction de la population étudiante du secteur courant, laquelle passe de 55 à 500 selon les endroits. L'enseignement offert dans chaque communauté va de la maternelle au secondaire V.

De nombreux étudiants optent pour un cheminement qui leur permettra de poursuivre leurs études après le secondaire. Un programme d'enseignement complémentaire, par exemple le programme du chemin d'apprentissage individualisé permet aux élèves de découvrir des talents cachés qui ne sont pas mis en valeur dans le secteur d'enseignement régulier. Les étudiants qui sont profondément handicapés ne sont plus isolés; au contraire, ils sont appuyés dans leur communauté d'origine par notre programme d'éducation spécialisée. Les services aux

2004 post-secondary graduates

Erin Kelly



2004 special education technician graduates

Mary Aitchison

Other initiatives include the Parenting Courses offered in Nunavik for the past four years to help parents learn about responsible parenting. And the New Paths for Education, a federal initiative sponsored by Indian and Northern Affairs Canada, provides funding for special projects in our schools to improve the quality of learning, the co-ordination and support for education programs and services, to maintain the use of Inuktitut, and to encourage parents to get involved in the education system.

étudiants du postsecondaire permettent aux étudiants de poursuivre des études collégiales ou universitaires. Notre service de formation des enseignants et de recherche continue de former le personnel inuit — enseignants, étudiants, conseillers, administrateurs et experts de l'éducation spécialisée. Le service de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle dispense des services de formation scolaire à la population adulte, de même que des services de formation technique et professionnelle aux jeunes et aux adultes.

Introduction of Grade 3 Inuktitut in 2004-2005

The Kativik School Board strongly believes in the importance of Inuktitut as the foundation of Inuit culture, values, identity and self-esteem. The objective of the School Board is to increase the use of Inuktitut and better reflect the Inuit culture throughout all of its different educational services.

Up to and including school year 2003-2004, with few exceptions, Grade 3 was the level in which a second language (English or French) was introduced as the language of instruction. Grade 3 Inuktitut was introduced in school year 2004-2005 to strengthen and reinforce academic learning according to the Kativik School Board's Policy on Languages of Instruction. Team teaching will ensure that a minimum of 50% teaching will be conducted in Inuktitut, while a maximum of 50% teaching will be conducted in the second language.

Academic research has demonstrated that a strong foundation in the mother tongue strengthens students' ability to learn in all languages, and develops confidence in themselves as learners.

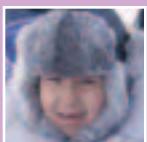
The percentage of children whose parents elect to place them in the Kativik School Board French sector has increased regularly since 1978.

D'autres initiatives comprennent les cours sur le rôle parental, offerts au Nunavik depuis quatre ans pour aider les parents à mieux remplir leur rôle de parents. Le programme Nouveaux sentiers pour l'éducation, une initiative fédérale parrainée par Affaires indiennes et du Nord Canada, fournit du financement pour des projets spéciaux en vue d'améliorer la qualité de l'apprentissage dans nos écoles, de coordonner et d'appuyer les programmes et services d'éducation, de maintenir l'usage de l'inuktitut et d'encourager les parents à s'intéresser au système d'éducation.

Introduction de l'inuktitut en troisième année en 2004-2005

La Commission scolaire Kativik croit fermement en l'importance de l'inuktitut comme fondements de la culture, des valeurs, de l'identité et de l'estime de soi des Inuit. Son objectif est de promouvoir l'usage de l'inuktitut et de mieux refléter la culture inuite dans l'ensemble de ses services d'éducation.

Jusqu'à l'année scolaire 2003-2004 inclusivement, sauf rares exceptions, la troisième année était le moment d'introduire une langue seconde, soit l'anglais ou le français, comme langue d'instruction. Dans l'année scolaire 2004-2005, l'inuktitut a été instauré





Registration in the French primary sector now surpasses that in the English primary sector.

The Kativik School Board is internally governed by a Council of 14 Commissioners who are elected by their respective communities for a three-year term, plus a Kativik Regional Government representative who is an ex-officio member. An Executive Committee comprised of four members elected by the Council, plus the ex-officio KRG representative, is responsible for overseeing the management of the Board. At the administrative level, the staff of the School Board functions under the Director General, the chief executive officer. Local school administrators called Centre Directors serve as the day-to-day administrative link between the community and the Board's central office. Locally-elected Education Committees comprised of parents serve as advisory bodies to the Council of Commissioners, in addition to being given certain powers at the community level.

en troisième année afin de renforcer l'apprentissage de la langue suivant la politique linguistique de la Commission scolaire Kativik. L'enseignement en équipes assure qu'au moins la moitié de l'enseignement se fait en inuktitut, l'autre moitié étant livrée dans une langue seconde.

La recherche universitaire a démontré qu'un fondement solide en langue maternelle renforce l'aptitude des élèves à apprendre dans n'importe quelle autre langue et permet de développer une confiance en soi au chapitre de l'apprentissage.

Le pourcentage d'enfants dont les parents choisissent le secteur français de la Commission scolaire Kativik a augmenté régulièrement depuis 1978. Les inscriptions au secteur primaire en français dépassent maintenant celles du même secteur en anglais.

La Commission scolaire Kativik est régie à l'interne par un conseil de 14 commissaires élus par leur communauté respective pour un mandat de trois ans, et d'un représentant de l'Administration régionale Kativik (« l'ARK ») qui est membre d'office. Le conseil de direction comprend quatre membres élus par le conseil des commissaires et le membre d'office représentant l'ARK, lesquels sont chargés de superviser la gestion de la Commission scolaire. Sur le plan administratif, le personnel de la Commission scolaire est assujetti à l'autorité de la direction générale, ou du président directeur général. Les administrateurs locaux, appelés directeurs de centre, assurent dans le quotidien le lien entre la communauté et le bureau central de la Commission scolaire. Des comités d'éducation, dont les membres sont des parents élus localement, agissent comme conseillers auprès du conseil des commissaires et exercent certains pouvoirs à l'échelle de la communauté.

School administrators discuss ways to enhance school success during their November meeting.

Richard Therrien

Kativik School Board's Unique Powers and Responsibilities

The Kativik School Board is governed by the provincial Education Act for Cree, Inuit and Naskapi Native Persons, except where this law is inconsistent with Section 17 of the James Bay and Northern Quebec Agreement, in which case Section 17 of the Agreement prevails.

The Kativik School Board (KSB) has unique powers and responsibilities not shared by other school boards such as:

- enter into agreements concerning post-secondary education.
 - determine the rate of introduction of the second languages, French and English, Inuktitut being the first language of instruction.
 - enter into agreements with any other education institution to provide courses.
 - the right to develop programs and teaching materials, and provide primary and secondary education in Inuktitut, English and French.
 - The Québec Ministry of Education cannot veto KSB ordinances dealing with Inuit culture and Inuktitut.
 - establish one or more school calendars, in relation to the particular needs of each community.
 - responsible for negotiating its own collective agreements for its teachers, professionals and support staff.
 - responsible for training Inuit teachers
 - establish employment criteria for Inuit teachers teaching culture and language.

Conclure des ententes au sujet de l'éducation postsecondaire;

 - Déterminer le rythme d'introduction de langues secondes, le français, l'anglais et l'inuktitut étant les premières langues d'enseignement;
 - Conclure des ententes avec toutes autres institutions d'enseignement pour fournir des cours;
 - Mettre au point des programmes et du matériel didactique et dispenser l'enseignement primaire et secondaire en inuktitut, en anglais et en français;
 - Promulguer des ordonnances ayant trait à la culture et à la langue inuites, lesquelles ne peuvent être abrogées par le Ministère de l'Éducation du Québec;
 - Établir un ou plusieurs échéanciers scolaires pour ce qui concerne les besoins de la communauté;
 - Négocier ses propres conventions collectives pour son personnel enseignant, professionnel et de soutien;
 - Se charger de la formation des enseignants inuit;
 - Établir des critères d'emploi pour les

The Kativik School Board receives its operating funds from both the province of Quebec (75%) and the federal government (25%), with all monies channelled through Quebec and administered by the Board. There are currently 3,012 regular sector

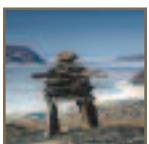
La Commission scolaire Kativik a des pouvoirs et des devoirs incomparables

La Commission scolaire Kativik est régie par la Loi sur l'instruction publique des autochtones cris, inuit et naskapis, sauf dans la mesure où cette loi est incompatible avec le chapitre 17 de la Convention, auquel cas ce dernier a prépondérance.

La Commission scolaire Kativik possède des pouvoirs et devoirs incomparables à ceux dévolus à d'autres commissions scolaires. Elle peut notamment :

- Conclure des ententes au sujet de l'éducation postsecondaire;
 - Déterminer le rythme d'introduction de langues secondes, le français, l'anglais et l'inuktitut étant les premières langues d'enseignement;
 - Conclure des ententes avec toutes autres institutions d'enseignement pour fournir des cours;
 - Mettre au point des programmes et du matériel didactique et dispenser l'enseignement primaire et secondaire en inuktitut, en anglais et en français;
 - Promulguer des ordonnances ayant trait à la culture et à la langue inuites, lesquelles ne peuvent être abrogées par le Ministère de l'Éducation du Québec;
 - Établir un ou plusieurs échéanciers scolaires pour ce qui concerne les besoins de la communauté;
 - Négocier ses propres conventions collectives pour son personnel enseignant, professionnel et de soutien;
 - Se charger de la formation des enseignants inuit;
 - Établir des critères d'emploi pour les enseignants Inuit en culture inuite et en inuktitut.

La Commission scolaire Kativik reçoit ses fonds d'exploitation du gouvernement du Québec (75 %) et du gouvernement fédéral (25 %), tous les fonds étant canalisé via Québec et administrés par



$\text{b} \cap \Lambda^b \Delta \subset \sigma \triangleleft \sigma \subset \cap \sigma \triangleright$

ԱՐԵՏՈՆՆԵԼԸՑԻՐԸ ԹՇՀ
ԵՐԼՎՆԵԼԸՐԸ ԹԵՂԻՐ

students, 50 post-secondary students, and 246 students in Continuing Education. With 600 full-time employees and about 400 part-time, its annual operating budget is \$76 million. Assets: \$184 million. Capital budget: Base of \$2 million (for maintenance and small renovations) plus annual construction budgets for schools and residences.

Kativik School Board Changes in a new form of government

Based on what is presently in the Agreement-in-Principle, the effects of the amalgamation would have a dramatic effect on the present structure of the Kativik School Board. From a political and organizational point-of-view, the amalgamation anticipates radical changes that could be, in part, listed as follows.

- Elimination of the Council of Commissioners as an elected decision-making body for Education matters
 - Present position of a Director-General overseeing every segment of the School Board is eliminated, and replaced by an elected Executive Officer who would oversee Education; a Director-General overseeing Education Services would be created
 - Present control and development of housing and schools would be eliminated and replaced by a department that would oversee all buildings in Nunavik, including School Board buildings
 - Present Human Resources Department would be replaced by one Human Resources Department for what is presently KRG, NRBHSS and KSB

In order to not lose ground from our acquired financial benefits, the KSB wants to ensure that the existing formulas for financing Education

scolaire Kativik. Du point de vue de la politique et de l'organisation, les changements radicaux issus de l'unification pourraient se résumer comme suit :

 - Élimination du conseil des commissaires en tant qu'organisme élu prenant les décisions en matière d'éducation;
 - Élimination du poste actuel de directeur général chargé de superviser tous les aspects de la commission scolaire et son remplacement par un cadre dirigeant chargé de superviser l'éducation; création d'un poste de direction générale supervisant les services d'éducation;
 - Élimination du service assurant le contrôle et le développement du logement et des écoles et instauration d'un service chargé de superviser tous les bâtiments au Nunavik, y compris ceux de la Commission scolaire;
 - Remplacement de l'actuel service des ressources humaines par un seul service chargé de superviser

la Commission. En ce moment, il y a 3012 élèves inscrits au secteur régulier, 50 au secteur postsecondaire et 246 à l'éducation des adultes. Comptant 600 employés à temps plein et environ 400 à temps partiel, la Commission a un budget annuel d'exploitation de 76 millions de dollars. Son actif est de 184 millions de dollars. Son budget d'immobilisations s'appuie sur une base de deux millions de dollars pour l'entretien et les rénovations mineures, à l'exclusion des budgets pour les écoles et les résidences.



Teachers attend the Grade 3 Inuktitut implementation workshops held in August in Kuujjuaq

Urgel Charest

activities would be maintained, or bettered. Formulas such as those applied to determine teacher allocation, Post-secondary Education, Teacher Training, Special Education, School Transportation, and Continuing and Vocational Education would be respected and continue to apply, and the funding generated would be exclusively directed to the Education sector. The financing formulas in force for Equipment Services and other administrative services would continue to be in force, or bettered. The amounts generated would become part of the general financing for Uqarvimarik. Financing presently applied to the political aspect of the Board would be directed to the overall operations of Uqarvimarik.

Kativik School Board's Vision of a Nunavik Government

The Commissioners of the Kativik School Board see a Nunavik Government as an autonomous body with a charter dedicated to the economic and social well-being of the people. The amalgamation of KSB, KRG and NRBHSS, as presently being considered, is viewed as a preliminary condition agreed to by Makivik, Canada and Quebec, to be followed by negotiations towards a new form of government. The Commissioners have always agreed to the idea of amalgamation provided that the result is a new form of government with new powers. By itself, amalgamation, as described in the Agreement-in-Principle, is only putting the powers and the budgets of the three organizations in one basket. As such the Commissioners believe there should be no possibility of confusion, that the Nunavimmiut clearly understand that what they will be voting on is not self-government, but a new form of administration.

Amalgamation should only occur once there is a final agreement on a

les ressources humaines de l'ARK, de la Régie régionale de la Santé et des Services sociaux Nunavik (la « RRSSN ») et de la Commission scolaire Kativik.

Afin de ne pas perdre de terrain dans les avantages financiers déjà acquis, la Commission scolaire veut s'assurer que les formules en place pour le financement des activités d'éducation seront maintenues ou améliorées. Les formules telles que celles qui sont appliquées pour déterminer la répartition des enseignants, l'éducation postsecondaire, la formation des enseignants, l'éducation spécialisée, le transport scolaire et l'éducation permanente et professionnelle doivent être respectées et continuer de s'appliquer, et le financement généré doit exclusivement servir au secteur de l'éducation. Les formules de financement en vigueur pour le service de l'équipement et d'autres services administratifs doivent demeurer en vigueur ou être améliorés. Les montants générés pourraient devenir partie du financement général du nouveau gouvernement. Le financement présentement appliqué au volet politique de la Commission scolaire pourrait être canalisé vers les activités globales du nouveau gouvernement.

Vision de la Commission scolaire Kativik quant au gouvernement du Nunavut

Les commissaires et la Commission scolaire Kativik voient un gouvernement du Nunavik comme un organisme autonome, doté d'une charte, et consacrant tous ses efforts au bien-être économique et social du peuple. L'unification de la Commission scolaire, de l'ARK et de la RSSSN, comme on l'envisage actuellement, est considérée comme une condition préliminaire dont ont convenu Makivik, le Canada et le Québec, et qui doit être suivie de





۱۹۶۰میں ایک

CL^o a σΓψCΦLστ^b σΓψL^c στ^d σ^e
ΛΓL^f σ^g ψL^h σⁱ σ^j σ^k σ^l σ^m σⁿ σ^o σ^p σ^q σ^r σ^s σ^t σ^u σ^v σ^w σ^x σ^y σ^z
ΔαΔ^o LC ΔΓΓ^o Γ^b C^c σ^d σ^e σ^f σ^g σ^h σⁱ σ^j σ^k σ^l σ^m σⁿ σ^o σ^p σ^q σ^r σ^s σ^t σ^u σ^v σ^w σ^x σ^y σ^z
CL^o a ΛΓΓ^o L^b σ^c σ^d σ^e σ^f σ^g σ^h σⁱ σ^j σ^k σ^l σ^m σⁿ σ^o σ^p σ^q σ^r σ^s σ^t σ^u σ^v σ^w σ^x σ^y σ^z
Δ^o L^b σ^c Δ^d Δ^e Λ^f Γ^g L^h σⁱ σ^j σ^k σ^l σ^m σⁿ σ^o σ^p σ^q σ^r σ^s σ^t σ^u σ^v σ^w σ^x σ^y σ^z
Δ^o σ^b σ^c σ^d σ^e σ^f σ^g σ^h σⁱ σ^j σ^k σ^l σ^m σⁿ σ^o σ^p σ^q σ^r σ^s σ^t σ^u σ^v σ^w σ^x σ^y σ^z
Δ^o σ^b σ^c σ^d σ^e σ^f σ^g σ^h σⁱ σ^j σ^k σ^l σ^m σⁿ σ^o σ^p σ^q σ^r σ^s σ^t σ^u σ^v σ^w σ^x σ^y σ^z
Δ^o σ^b σ^c σ^d σ^e σ^f σ^g σ^h σⁱ σ^j σ^k σ^l σ^m σⁿ σ^o σ^p σ^q σ^r σ^s σ^t σ^u σ^v σ^w σ^x σ^y σ^z
Δ^o σ^b σ^c σ^d σ^e σ^f σ^g σ^h σⁱ σ^j σ^k σ^l σ^m σⁿ σ^o σ^p σ^q σ^r σ^s σ^t σ^u σ^v σ^w σ^x σ^y σ^z
Δ^o σ^b σ^c σ^d σ^e σ^f σ^g σ^h σⁱ σ^j σ^k σ^l σ^m σⁿ σ^o σ^p σ^q σ^r σ^s σ^t σ^u σ^v σ^w σ^x σ^y σ^z

ԱՐԴՅՈՒՆԱԿԱՆ ՀԱՆՐԱՊԵՏՈՒԹՅՈՒՆ ԱՐԴՅՈՒՆԱԿԱՆ ՀԱՆՐԱՊԵՏՈՒԹՅՈՒՆ

new form of government. They hold that it is possible, within the framework of a new form of government, to have a form of elected body to oversee Education. The structure of a new form of government must hold a promise of a better Education system. To this end, they are eager to participate in finding ways of bettering Education in the future.

To assure the continuity of an independent and dedicated elected body to oversee specifically the interests of Education within Nunavik, there must be a body of people clearly mandated, on a permanent basis, to fulfill that role. A Standing Committee on Education, for instance, should be made up of the presidents, or persons designated by each of the locally-elected Education Committees.

The point of having a body exclusively dedicated to education and comprised of people who represent parents, or who are specifically elected to deal with education, is not only that this feature exists practically everywhere in North America, but that it is also a widespread model used throughout the world. It is also con-

négociations portant sur une nouvelle forme de gouvernement. Les commissaires ont toujours souscrit à l'idée de l'unification pourvu qu'il en résulte un nouveau gouvernement, doté de nouveaux pouvoirs. L'unification, telle que la décrit l'entente de principe, ne fait que mettre les pouvoirs et les budgets des trois organisations dans un seul panier. Dans ce cas, les commissaires croient que les Nunavimmiuts doivent clairement comprendre, sans l'ombre d'un doute, qu'ils voteront non pas pour l'autonomie politique, mais pour une nouvelle forme d'administration.

L'unification ne devrait survenir qu'une fois conclue une entente définitive sur une nouvelle forme de gouvernement. Il est possible, disent les commissaires, d'avoir une sorte d'organisme élu chargé de superviser l'éducation dans le cadre d'une nouvelle forme de gouvernement. La structure de ce nouveau gouvernement doit promettre un meilleur système d'éducation. À cette fin, les commissaires sont impatients de participer à la recherche de solutions qui permettront d'améliorer l'éducation à l'avenir.

Pour assurer la continuité d'un organisme indépendant, élu et décidé à superviser spécifiquement les intérêts de l'éducation au Nunavik, il doit y avoir un groupe de personnes clairement chargé de remplir ce rôle en permanence. Un comité permanent sur l'éducation, par exemple, devrait être composé du président ou mandataire de chacun des comités d'éducation élu dans les communautés.

Des organismes consacrés exclusivement à l'éducation, et formés de personnes qui représentent les parents ou qui sont élues spécifiquement pour s'occuper de l'éducation, existent pratiquement dans toute l'Amérique du Nord, sans compter que le modèle est répandu dans le monde entier. Par ailleurs, il est aussi compatible avec les valeurs de la culture traditionnelle

Enjoying a recess
break at Sautjuit
School in Kangirsuk.

Debbie Astroff

କୃତ୍ୟାମନ୍ତରେ ପରିଚ୍ଯାପିତା ଏହାରେ ଅଧିକାର ପାଇଲା ଏହାରେ ଅଧିକାର ପାଇଲା

sistent with the values of traditional Inuit culture where education of the children is not only the concern of the nuclear family, but also of the community as collective concern.

This is why it is so important to maintain a structure that will follow this pattern and find its place into the structure of a Nunavik government. And this is why, in contemporary terms, the parents of each community should keep their say in the matters of local education and be given a distinct voice that may be heard in the fabric of the unified administration at the central level.

One of the key points of the JBNQA and Education in the last 25 years has been the existence of Education Committees with clear mandates. The parents and each community must continue to flourish in participating in Nunavik Education, and to oversee Education in each community. Therefore the Education Committees must continue with the present functions, responsibilities and delegated powers.

While it is understood that French is an official language in Nunavik, it is important to assure the continuity and respect for the past and present use of the English language in Nunavik, and to assure the use of Inuktitut as the primary language.

It is important that the amalgamation of the Kativik Regional Government, the Kativik School Board, and the Nunavik Regional Board of Health and Social Services is meaningful in terms of being a step towards a true new form of government with clearly defined new powers, and is acceptable by the people of Nunavik through a referendum before the actual implementation of the amalgamation.

inuite qui envisage l'éducation des enfants non seulement comme la responsabilité de la famille nucléaire, mais aussi comme une préoccupation collective à l'échelle communautaire.

Voilà pourquoi il est si important de maintenir une structure qui adoptera ce modèle et trouvera sa place dans le nouveau gouvernement du Nunavik. C'est aussi pourquoi, en termes contemporains, les parents dans chaque communauté doivent conserver voix au chapitre en matière d'éducation locale et puissent se faire entendre distinctement dans le chœur d'une administration unifiée et centralisée.

La création de comités de l'éducation chargés de mandats nettement définis est l'une des réussites importantes de la Convention et de l'éducation au cours des 25 dernières années. Les parents de chaque communauté doivent pouvoir continuer de s'épanouir en participant à l'éducation au Nunavik et en supervisant l'éducation dans leur communauté. Par conséquent, les comités d'éducation doivent conserver leurs fonctions actuelles, de même que les responsabilités et pouvoirs qui leur sont dévolus.

Il est admis que le français est une langue officielle au Nunavik, mais il importe aussi d'assurer le respect de l'usage passé et actuel de l'anglais et de promouvoir également l'usage de l'inuktitut en tant que langue première.

Il importe que l'unification de l'Administration régionale Kativik, de la Commission scolaire Kativik et de la Régie régionale de la Santé et des Services sociaux Nunavik corresponde réellement à une étape à franchir dans l'atteinte d'une forme réellement authentique de nouveau gouvernement, doté de nouveaux pouvoirs nettement définis, et que le peuple du Nunavik aura accepté par voie référendaire avant la mise en œuvre de l'unification comme telle.



መግለጫ ንብረተሰቦችናኔንስርሱስናገዢ
አመራርናገድ ልጋበኩርቻለፈ

The Nunavik Board of Health and Social Services

La Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik

1978-ի մայիսի 1-ին ՀՀ կառավարությունը հայտադրեց այս պահանջությունը՝ ուղարկելով պատմական գործությունը ՀՀ օրենսդրության մեջ:

In the 1960s, health services were delivered in Nunavik by the federal Department of Health, which sent a nurse to Canadian native communities with a population of more than 500, which meant that in Northern Quebec, only the communities of Kuujuaraapik, Inukjuak, Puvirnituq, Salluit and Kuujuaq benefited from the services of a nurse.

In the mid-1960s, the Quebec Government decided to make its presence felt in the northern part of the Quebec territory and created the Direction Générale du Nouveau Québec. It sent nurses, government agents and teachers to the villages of Ivujivik, Kangiqsujuaq, Quaqtaq, Kangirsuk and Kangiqsualujuaq. The other communities were staffed with administrators and teachers.

In the early 1970s, the Ungava Hospital Center opened its doors in Kuujjuaq and welcomed its first doctor. At the time, the Government of Canada was still providing health services to the communities.

In 1978, the Quebec national Assembly legislated the *James Bay and Northern Quebec Agreement* (IBNQA).

Dans les années 1960, les services de santé étaient dispensés au Nunavik par le ministère de la Santé du Canada, lequel dépêchait une infirmière dans les communautés autochtones canadiennes dont la population était d'au moins 500 personnes, de sorte que dans le Nord québécois, seuls les villages de Kuujuaapik, d'Inukjuak,

de Puvirnituq, de Salluit et de Kuujjuaq bénéficiaient des services d'une infirmière.

Vers 1966, le gouvernement du Québec décida de s'engager dans la partie septentrionale du territoire et créa la Direction Générale du Nouveau Québec. Il envoya des infirmières, des

agents gouvernementaux et des instituteurs dans les villages d'Ivujivik, de Kangiqsujuaq, de Quaqtaq, de Kangirsuk et de Kangiqlualujuaq. Les autres communautés furent dotées d'administrateurs et d'instituteurs.

Au début des années 1970, le Centre Hospitalier de l'Ungava ouvrirait ses portes à Kuujjuaq et accueillait un premier médecin. À cette époque, le gouvernement du Canada continuait à fournir les services de santé dans les communautés.



Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik – Kuujjuaq

1978-juin. le 23, 1978 l'Assemblée nationale du Québec adopte la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois (la « Convention ») de même que la Loi concernant les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik. Au nombre des institutions créées en vertu de la Convention figure l'Administration Régionale Kativik (ARK), qui entre en activité le 23 juin 1978. Le Conseil Kativik des services de santé et des services sociaux (Conseil Kativik SSS) fait aussi partie des nouvelles institutions créées par la Convention et oeuvre sous l'égide de l'ARK.

1980 le 23 juin l'Assemblée nationale du Québec institue la Corporation des villages du Nord du Québec (CVNQ) qui devient la Corporation des villages du Nord du Québec (CVNQ) le 23 juillet 1981. La CVNQ est une corporation à responsabilité limitée qui a pour objectif de promouvoir et de développer l'économie et la culture des communautés autochtones du Nord du Québec.

1982 juin l'Assemblée nationale du Québec institue la Corporation des villages du Nord du Québec (CVNQ) le 23 juillet 1981. La CVNQ est une corporation à responsabilité limitée qui a pour objectif de promouvoir et de développer l'économie et la culture des communautés autochtones du Nord du Québec.

1982 juin l'Assemblée nationale du Québec institue la Corporation des villages du Nord du Québec (CVNQ) le 23 juillet 1981. La CVNQ est une corporation à responsabilité limitée qui a pour objectif de promouvoir et de développer l'économie et la culture des communautés autochtones du Nord du Québec.

and adopted the Act concerning Northern Villages and the Kativik Regional Government. Among the institutions created pursuant to JBNQA, was the Kativik Regional Government (KRG), which began operating on June 23, 1978. The Kativik Regional Council of Health and Social Services (KRCHSS) was also among the new institutions formed in accordance with the JBNQA and operated under the umbrella of the KRG.

For the purposes of administration, the federal Department of Indian Affairs had instituted in each village a community council, which became Northern Village Corporations.

The Inuit beneficiaries of Kuujjuaapik voted in favor of the establishment of the new village of Umiujaq; those who so wished could elect to stay in Kuujjuaapik, which

En 1978, l'Assemblée nationale du Québec adopte la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois (la « Convention ») de même que la Loi concernant les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik. Au nombre des institutions créées en vertu de la Convention figure l'Administration Régionale Kativik (ARK), qui entre en activité le 23 juin 1978. Le Conseil Kativik des services de santé et des services sociaux (Conseil Kativik SSS) fait aussi partie des nouvelles institutions créées par la Convention et oeuvre sous l'égide de l'ARK.

Le ministère des Affaires indiennes avait institué dans chaque communauté, à des fins administratives, les conseils communautaires qui, par suite de la Convention, devinrent les corporations de village nordique.





ԳՐ ՎՇ ԺՎՇ ԸՆԿԱՌ ՔՊԵՐԵՈՐԴՈՒԹՅԱՆ
ԿԱՋՈՒԾՎԸՆԴԼՈՒԹ ՃՎ-ԾՎԱՐԵՐ ԾՎՀՆՎԱՐ
ԵՎԸՆ.

was to remain a Northern village.

In the early 1980s, the KRCHSS, which was then directed by Mary Weetaluktuk, established its office at Inukjuak on the floor above the Coop store. Some years later, though, the head office of the institution was relocated to Kuujjuaq.

In 1982, the implementation of Chapter 15 of the JBNQA led to the construction of a Hospital Center on the Hudson Bay coast, at Puvirnituq.

In 1989, the staff of the KRCHSS numbered nine persons under the direction of Lizzie Epoo-York. As time went by, health professionals were hired to plan, in collaboration with the two hospital centers, the health and social services programs destined to the population of Nunavik.

In 1995, the Quebec department

Les Inuit bénéficiaires de Kuujjua-
raapik votèrent en faveur de l'étab-
lissemement d'un nouveau village à
Umiujaq ; ceux qui le désiraient
pouvaient choisir de rester à Kuujjua-
raapik, lequel demeurait un village
nordique.

Au début des années 1980, le Conseil Kativik SSS, dont la directrice générale est Mary Weetaluktuk, installe son bureau à Inukjuak à l'étage de l'ancien magasin de la Coop. Après quelques années, le siège social de l'institution est rétabli à Kuujjuaq.

En 1982, la mise en œuvre du chapitre 15 de la Convention donne lieu à la construction du Centre Hospitalier de la baie d'Hudson à Puvirnituq.

En 1989, le personnel du Conseil Kativik SSS comptait à peine neuf

Centre de santé
Tulattavik de l'Ungava
+ CLSC Tulattavik
de Kuujuaq

Հայ ԿԵՆՏՐՈՆԻ մեջ ԱՐԵՎԵՄ: ՀՅՈՒՍՅԱ-
ՌԱԾԵՐԻ ՆԵԽԱՐԴԻՎՈՒԹՅՈՒՆՆԵՐԻ ԱՄԱՆ-
ՏՐՈՒԹՅՈՒՆ ՀԱՅԱՍՏԱՆԻ ԱռԱՐԱՐՈՒ-
ԹՅՈՒՆ: ՀՅՈՒՍՅԱ-ՌԱԾԵՐԻ ՆԵԽԱՐԴԻՎՈՒ-
ԹՅՈՒՆ ՀԱՅԱՍՏԱՆԻ ԱՄԱՆՏՐՈՒԹՅՈՒՆ:



Sages-femmes du
CS Inuulitsivik,
Puvirnituq

Ծա՛ռկո՞ս; Կի՞լը ւրիշնե՞տ նեմակցի՞ւն-
սուսո՞ւն՝ Ճառսոսն՝ Հայեանսուս
Ճառ բայլութի՞ս; Աճեցն ուրսու-
նեմակցի՞ւնուսունի՞ն՝ Ճառովնի՞ւն աչ-
սութի՞ւննե՞ւ եք Երկնական Արակո՞ս

፪፻፯፲፷፭ የየርሃኩስ አገልግሎት የሚያስተካክለውን ስራውን ተደርጓል

of health and social services changed regional health and social services councils, such as the Kativik Council into regional boards of health and social services, which were granted additional powers through the operation of a new law adopted to that effect by the Quebec National Assembly.

On May 1st, 1995, following discussions with and approval of the Makivik Corporation and the KRG, the Kativik Regional Council of health and Social Services left the KRG and became the Nunavik Regional Board of Health and Social Services.

The Nunavik Regional Board of Health and Social Services (NRBHSS) is governed by Chapter 15 of the JBNQA as well as the Quebec legislation on health and social services.

Its main objectives are: insure that priorities are respected in matters of health and well-being in the Nunavik region; ensure that information on the region's population health status is up to date and available; identify the needs of the population in order to plan and organize services; inform the Minister of Health and Social Services on the needs of the population; assess the efficiency of health services and social services programs and execute any specific mandate given by the Minister.

The Board of Directors of the NBRHSS is comprised of 20 members, that is the general director, a representative of each northern village, a representative of the KRG, a representative of each board of directors as well as the general directors of both the Inuulitsivik and Tulattavik Health Centers.

The operating budget of the two Health Centers and of the Board is 65 000 000 \$, excluding special projects and capital investment projects. There are currently about sixty-six employees: forty six in Kuujjuaq, and twenty in Montreal.

personnes sous la direction de Lizzie Epoo-York. Au fil des ans, des professionnels de la santé sont engagés afin de planifier, en collaboration avec les deux hôpitaux, les programmes de santé et de services sociaux destinés à la population du Nunavik.

En 1995, le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec transforme les conseils régionaux comme le Conseil Kativik en régies régionales de la santé et des services sociaux, lesquelles sont dotées de pouvoirs additionnels par l'opération d'une nouvelle loi qu'adopte à cet effet l'Assemblée Nationale du Québec.

Le premier mai 1995, par suite de pourparlers avec la Société Makivik et l'ARK, et avec leur consentement, le Conseil Kativik de la santé et des services sociaux se sépare de l'ARK et devient la Régie régionale de la Santé et des Services sociaux Nunavik.

La Régie régionale de la Santé et des Services sociaux Nunavik (la « Régie ») est gouvernée par le chapitre 15 de la Convention ainsi que par la Loi sur les services de Santé et les Services sociaux du Québec.

Les principaux objectifs de la Régie sont les suivants : veiller au respect des priorités de santé et de bien-être de la région du Nunavik ; s'assurer que les informations sur l'état de la





ନେତ୍ରାଙ୍କ ଲାଗୁଣାପଦିକ୍ କୁରୁକୁ ମାଲାଙ୍କ
ବେଳିକୁରାଙ୍କଟା. କେବେ ମାତ୍ରାଙ୍କ ଲୋକ୍ ଅଜ୍ଞାନିକ
ପରିଧିପରିଚ୍ୟା ଦିଶିବାରେ ଆଜିନି ଏକାକିରିଯି-
ପରିଷ୍ଠାନିକୀୟରେ ଅଭିନ୍ଵିତ ଲୋକ୍ ଅଜ୍ଞାନିକ
ପରିଧିପରିଚ୍ୟା ଦିଶିବାରେ ଆଜିନି ଏକାକିରିଯି-
ମାଲାଙ୍କ ପରିଚ୍ୟା ଦିଶିବାରେ ଆଜିନି ଏକାକିରିଯି-

Several resolutions by the Board of Directors of the Nunavik Regional Board of Health and Social Services unquestioningly support the establishment of a new self-government in Nunavik. Our regional organization awaits the amalgamation of all public institutions of Nunavik with joy and confidence for the future of all Nunavimmiut.

The Board of Directors clearly acknowledge that the two Health Centers will remain intact but will be governed by the new government.

The Agreement-in-Principle on the establishment of self-government in Nunavik, which is presently being negotiated between the Government of Canada, the Government of Quebec and Makivik Corporation, is nearly completed. It will only be implemented,

un représentant de chacun des conseils d'administration ainsi que les directeurs généraux des Centres de Santé Inuulitsivik et Tulattavik.

Le budget de fonctionnement des deux Centres de Santé et de la Régie est de 65 000 000 \$, sans compter les projets spéciaux et d'immobilisations. Présentement il y a environ soixante-six employés : quarante-six à Kuujjuaq et vingt à Montréal.

Différentes résolutions du conseil d'administration de la Régie appuient sans détours l'établissement d'un gouvernement autonome au Nunavik. Notre organisme régional attend l'amalgamation de toutes les institutions publiques du Nunavik avec joie et confiance pour l'avenir de tous les Nunavimmiut.

Le conseil d'administration de la

Préposée au CLSC Inuulitsivik d'Umiujaq

Centre de santé
Inuulitsivik + CLSC
Inuulitsivik de Puvirnituq
(Côte de la Baie
d'Hudson)

ԱԾՈՒԵԼՈ ՊԵՐ ԱՎԱԼԴՐԸ ԱՖԳԻՆ ՇՐՋԱՆԾՈՒՅԻ-
ՔԼԸԿԸ ԲՐԱՄ.

ԵԱՀԳԿ Կազմություն, ՀՀ ՌԱԴ ՀՀ ՏՎ-
ԳՐԸ ԿԱԺՈՒՑԼԸ. Ահա 1975 թ.



CLSC Inuulitsivik
d'Umiujag

ብዕለሰ መርሏሪ ከይሮስ ብሔሮስ
ናፋይ ፍጥነት 250 ማጋገር የፋይ
ኩልናውን ሲያደርግ ይህንን
\$45,000 ሰብ የፋይ
ኩልናውን \$100,000,000 ይህንን
1978 ዘመን ነው
የፋይ የፋይ የፋይ የፋይ የፋይ

however, after the population of Nunavik has voted on the issue by way of a referendum.

The Board of Directors of the NRBHSS is well aware of the task ahead so that all public institutions work together to attain the main objectives of Nunavik. Some say that we are not ready for self-government, that we don't have all the qualifications required to fulfil the tasks and attain the goals that we will set for ourselves.

No need to fear, because the past

Régie réalise pleinement que les deux Centres de Santé demeureront intacts au sein du nouveau gouvernement mais qu'ils seront régis par celui-ci.

L'entente de principe sur l'établissement d'un gouvernement autonome au Nunavik, qui fait présentement l'objet de négociations entre le gouvernement du Canada, le gouvernement du Québec et la Société Makivik, sera bientôt complète. Toutefois, elle ne sera mise en application qu'une fois que la population du Nunavik se sera prononcée sur la question par voie référendaire.

Le conseil d'administration de la Régie est bien conscient de tout le travail qu'il y aura à faire afin que toutes les institutions publiques convergent vers les grands objectifs du Nunavik. Certains disent que nous ne sommes pas prêts à vivre un gouvernement autonome, que nous n'avons pas toutes les compétences nécessaires afin de remplir les tâches et d'atteindre les objectifs que nous nous serons fixés.

Il ne faut pas avoir peur, car le passé est le garant de l'avenir. Rappelons-nous de 1975, et de la signature de la Convention. Nous n'avions presque pas de moyens de communication, nous n'avions le téléphone qu'à Kuujjuaq, pas d'eau courante dans les maisons, pas de pistes d'atterrissement dans les villages, pas de vaccin contre le botulisme dans les dispensaires. La population n'avait presque aucun droit de parole dans le processus décisionnel.

guarantees the future. Remember 1975 and the signing of the James Bay and Northern Quebec Agreement. We had hardly any means of communication, telephoning was possible only in Kuujjuaq, there was no running water in houses, non landing strips in the villages and no vaccine against botulism in the dispensaries. The population had very little to say within the decision-making process.

Since then, enormous progress has been made. That is why I'm not worried about Inuit ingenuity. They will take on this challenge as they have taken countless others over thousands of years. They will also be able to find the required leadership to lead the new force that will be self-government in Nunavik.

KRG has grown strong over the past 25 years. Its first budget was in





CDRACD92D6 PCDCLHCNLA%

the order of 45 000 \$, whereas today, it is nearly 100 000 000 \$. In 1978, we were five employees; now have a look at the payroll!

I do not believe in the argument that says that the Nunavimmiut are not ready to experience self-government because the past has proven exactly the opposite. The new government will have new poewrs and amongst its new goals, that of working together towards a common objective.

Personnaly, I have awaited this moment for at least 24 years. When the JBNQA was put into force in June 1978, we realized that no mechanism had been provided to ensure that these new institutions work together around one table.

Soon, this omission will be corrected.
The new government will be a tool for

L'ARK s'est fortement développée depuis plus de 25 ans. Son premier budget était de l'ordre de 45 000 \$, tandis qu'il atteint aujourd'hui près de 100 000 000 \$. En 1978, nous étions cinq employés ; regardez la feuille de paye d'aujourd'hui!

Je ne crois pas l'argument qui veut que les Nunavimmiut ne soient pas prêts à vivre l'expérience d'un gouvernement autonome, car le passé prouve tout le contraire. Le nouveau gouvernement aura de nouveaux pouvoirs et parmi ses nouveaux objectifs, celui de travailler ensemble vers un but commun.

Personnellement j'attends ce moment depuis au moins 24 ans, car lorsque la Convention a été approuvée par la législation de juin 1978 nous avons réalisé qu'aucun mécanisme

bringing people together. The specific character of each institution will be respected in the continuing process. We shall share some activities, such as purchasing and maintenance of buildings. Municipalities will continue to provide good local government, the School Boards to deliver good education services, the Board of Health to ensure that good health and social services are offered to the population. All this will be achieved in harmony with partners such as the Avataq

n'avait été prévu pour faire en sorte que toutes ces nouvelles institutions travaillent de concert autour d'une même table.

Ce sera bientôt chose corrigée, car le nouveau gouvernement sera un outil de rassemblement. La spécificité de chaque institution sera respectée dans la continuité. Nous partagerons certaines activités, entre autres les achats et l'entretien des bâtiments. Les municipalités continueront à bien gouverner, la commission scolaire à bien éduquer, la Régie à bien assurer que les centres de santé offrent de bons programmes de services de santé et de services sociaux. Le tout se fera dans l'harmonie avec des partenaires comme l'Institut culturel Avataq, Taqramiut Nipingat, le Conseil de développement économique et, bien entendu, la Société Makivik, grande défenderesse des droits des Inuit.

J'ai toujours respecté la population du Nunavik, je reste prêt à l'assister, et son choix collectif sera le mien.

Je crois que la population en général est d'accord avec l'établissement d'un gouvernement autonome au Nunavik. Cependant il y a des avis contraires, ce qui est très sain en démocratie. Il faut en discuter, car du choc des idées, naît la lumière.

Cultural Institute, Taqramiut Nipingat, the Economic Development Council and, of course, the Makivik Corporation, great defender of Inuit rights.

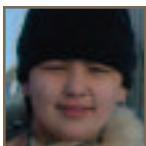
I have always respected the population of Nunavik, I stand ready to help it, and its collective choice shall be mine.

I believe that the population in general is in agreement with the establishment of self-government in Nunavik. There are, however, conflicting opinions, which can be a healthy thing in a democracy. These should be discussed, for the shock of new ideas often generates enlightenment.

Long life to all the population of Nunavik.



CLSC Tulattavik
de Kangirsuk





NUNAVIK
ᓄᓇᕕᒃ



L^PÉΛ
Société Makivik
Makivik Corporation

P.O. Box 179, Kuujjuaq, Quebec J0M 1C0
Tel. 1.877.625.2925 819.964.2925
Fax. 819.964.2613

Québec
Canada



www.makivik.org

www.airinuit.com
www.firstair.ca
www.pail.ca
www.neas.ca
www.nunavikcreations.com